

Direction de L'ADMINISTRATION  
GENERALE

N°2022-028

Le Maire de la Ville de Saint-Denis,

**Mairie  
de Saint-Denis**

**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
INTERDICTION TEMPORAIRE DE  
REGROUPEMENTS SUR CERTAINES  
PARTIES DU DOMAINE PUBLIC  
(SECTEUR GARE), DU 1er OCTOBRE  
2022 AU 31 MARS 2023 DE MIDI A  
MINUIT**

**Vu** le Code Général des Collectivités  
Territoriales et notamment ses articles L 2212-  
1, L2212-2 et suivants,

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment  
ses articles L3341-1 et suivants et R1336-4 et  
suivants,

**Vu** le Code Pénal et notamment ses articles  
R610-5, R623-2 et 431-3,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 99-5493 du 30  
Décembre 1999 relatif à la lutte contre le bruit,  
modifié par l'arrêté préfectoral N° 00-2796 du  
18 Juillet 2000,

**Vu** l'arrêté municipal n°2022-023 en date du 5  
juillet 2022 portant interdiction temporaires de  
regroupements sur certaines parties du  
domaine public communal dans le secteur de la  
gare de Saint-Denis et ce, jusqu'au 30  
septembre 2022,

**Vu** les rapports dressés par la police municipale  
concernant le périmètre visé par le présent  
arrêté,

**Vu** les procès-verbaux de la police municipale  
constant des infractions à l'arrêté municipal  
susvisé,

**Vu** le plan ci-annexé,

**Considérant** que, depuis plusieurs années, les services de la police municipale constatent fréquemment, dès midi et jusqu'à des heures tardives, des regroupements, attroupements spontanés et non autorisés de personnes, dont certaines sont alcoolisées, consomment des produits stupéfiants ou pratiquent la vente à la sauvette, donnant lieu à diverses nuisances sonores et pollutions au sein du périmètre, situé dans le quartier de la Gare de Saint-Denis, formé par :

- le boulevard Marcel Sembat sur la portion allant du 78 côté pair / 65 côté jusqu'au 6 rue Brise ECHALAS en intégrant l'ensemble du quai du port ainsi que la passerelle piéton,
- la place des victimes,

Boîte postale 269

93205 Saint-Denis

cedex

TELEPHONE :

01 49 33 66 66

TELECOPIE :

01 49 33 69 69

SITE INTERNET :

[www.ville-saint-denis.fr](http://www.ville-saint-denis.fr)

Tous les courriers doivent être  
adressés Impersonnellement  
à Monsieur le Maire.

- la rue du port sur la portion allant de la place des Confluences jusqu'à la rue Ernest Renan en intégrant la place des Confluences, la place des Victimes et la place Georges Arnold,
- la rue Ernest Renan sur la portion allant du boulevard Marcel Sembat jusqu' à la rue Jules Guesde,
- la rue Jules Guesde côté impaire sur la portion allant de la rue Ernest Renan à la rue Auguste Delaune,
- la rue Auguste Delaune sur la portion allant de la rue Jules Guesde jusqu'à la place des Victimes,
- la rue Gambon,
- la rue Dezobry sur la portion allant de la rue Ernest Renan à la rue Auguste Delaune,
- la rue Viollet le Duc ;

**Considérant** que ces personnes stagnent pendant des heures en discutant et en fumant de la cigarette de contrebande et que dès lors, ces regroupements, attroupements créent notamment des nuisances sonores par des éclats de voix, de jour jusqu'à très tard dans la nuit et du tapage nocturne, générant ainsi de graves troubles de voisinage et portant atteinte à l'ordre public ;

**Considérant** que ces personnes stationnent également sur les aires de « vélib », empêchant les usagers d'utiliser à leurs guises des « vélib » ainsi mis à leur disposition ;

**Considérant** que la gare de Saint-Denis compte 90 000 voyageurs quotidiens amenés à circuler dans le périmètre susvisé ;

**Considérant** que compte tenu des nombreux travaux réduisant les cheminements piétons dans le périmètre susvisé, ces regroupements empêchent la libre circulation des riverains, des voyageurs se rendant ou revenant quotidiennement à /de la gare ou, de manière plus générale, des usagers du domaine public ;

**Considérant** que ces attroupements sont dès lors susceptibles de créer des accidents de la route et de porter atteinte à la sécurité des piétons, ces derniers étant obligés, pour continuer leur chemin, de descendre du trottoir et de marcher sur les voies de tramway ou encore sur la route sur laquelle la circulation automobile est parfois dense ;

**Considérant** qu'il ressort des rapports de police précités que ces regroupements et attroupements, au-delà de créer de graves troubles de voisinage et à l'ordre public, présentent régulièrement un caractère éminemment dangereux en menaçant la sécurité des personnes, à l'instar de regroupements nocturnes s'étant soldés par des faits de rébellion ou de menaces envers les policiers municipaux ;

**Considérant** qu'il résulte également des rapports précités que ce danger pour la sécurité des personnes est encore accru par la présence régulière dans l'espace public, sur ce même secteur, de personnes parfois fortement alcoolisées ou pratiquant la vente à la sauvette de cigarettes de contrebande voire de médicaments de type psychotrope, notamment sur la place des Confluences ;

**Considérant** que pour mettre fin à ces troubles, un arrêté municipal en date du 5 juillet 2022 a interdit tous regroupements et attroupements de personnes entraînant des occupations abusives, prolongées du domaine public, entravant la libre circulation des personnes et des véhicules, générant des troubles de voisinage et portant atteinte à la

tranquillité de midi à minuit, à compter de son entrée en vigueur et jusqu'au 30 septembre 2022, sur le périmètre susvisé, excepté place des Confluences,,

**Considérant** que malgré la prise de l'arrêté municipal susvisé, plusieurs dizaines de procès-verbaux de contravention à cet arrêté ont été dressés, constatant notamment la présence de groupes d'individus stagnant sur le trottoir du secteur concerné et empêchant la circulation des piétons et générant des nuisances sonores, gênant les riverains,

**Considérant** qu'en tout état de cause, la consommation d'alcool est un facteur de désinhibition pouvant favoriser les comportements agressifs et de ce fait des rixes, engendrant des troubles de voisinage et favorisant le non-respect des gestes barrières devant être respectés pour limiter la reprise de l'épidémie de COVID-19 actuellement observée

**Considérant** qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir ces troubles de voisinage ainsi que ces atteintes à la salubrité et à l'ordre publics ainsi qu'à la sécurité tant publique que des personnes ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Tous regroupements et attroupements de personnes entraînant des occupations abusives, prolongées du domaine public, entravant la libre circulation des personnes et des véhicules, générant des troubles de voisinage et portant atteinte à la tranquillité, à la salubrité ou à l'ordre publics ou à la sécurité publique ou des personnes sont interdits de midi à minuit, à compter 1er octobre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023, sur le périmètre tel qu'annexé au présent arrêté et délimité comme suit par :

- le boulevard Marcel Sembat sur la portion allant du 78 côté pair / 65 côté jusqu'au 6 rue Brise ECHALAS en intégrant l'ensemble du quai du port ainsi que la passerelle piéton,
- la place des victimes,
- la rue du port sur la portion allant de la place des Confluences jusqu'à la rue Ernest Renan en intégrant la place des confluences, la place des victimes et la place Georges Arnold,
- la rue Ernest Renan sur la portion allant du boulevard Marcel Sembat jusqu' à la rue Jules Guesde,
- la rue Jules Guesde côté impaire sur la portion allant de la rue Ernest Renan à la rue Auguste Delaune,
- la rue Auguste Delaune sur la portion allant de la rue Jules Guesde jusqu'à la place des Victimes,
- la rue Gambon,
- la rue Dezobry sur la portion allant de la rue Ernest Renan à la rue Auguste Delaune,
- la rue Violet le Duc.

**ARTICLE 2** – Cette interdiction ne s'applique pas aux regroupements et attroupements de personnes :

- liés à des fêtes locales ou à des manifestations dûment autorisées,
- sur les terrasses des établissements régulièrement autorisées (bars, restaurants,

etc.).

**ARTICLE 3** – Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire ou agent de force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.


**ARTICLE 4** – Le présent arrêté est exécutoire de plein droit à compter de sa publication sur le site Internet de la Mairie de Saint-Denis, conformément au III de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales, et de sa transmission à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis.

**ARTICLE 5** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Denis ainsi que d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de MONTREUIL dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être également saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il est rappelé que l'absence de réponse dans le délai de deux mois au recours gracieux vaut rejet implicite, lequel peut, lui-même, être contesté dans le délai de deux mois devant le Tribunal Administratif.

**ARTICLE 6** – Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Denis, Monsieur le Préfet de la Seine Saint-Denis, Madame la Commissaire de Police de Saint-Denis, Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Bobigny et Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet.

publié le 30/09/2022

Fait à Saint-Denis, le 30 SEP. 2022

 **LE MAIRE**  
**Mathieu NANOTIN**

## Annexe cartographique : plan du secteur visé

Le présent arrêté s'applique au périmètre indiqué par le surlignage jaune sur la carte ci-dessous.

